

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1037^e
SÉANCE

Mardi 18 octobre 1966,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Déclarations générales (suite).....	103

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

1. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation partage la déception générale causée par le fait que les pays développés comme les pays en voie de développement n'ont pas atteint les objectifs fixés en 1961 pour la Décennie des Nations Unies pour le développement. L'expérience a montré aux Etats Membres que les obstacles au progrès économique et social rapide des pays en voie de développement sont plus difficiles à surmonter qu'on ne le prévoyait, que beaucoup de ces pays se refusent à transformer radicalement leur système économique et social et que la stabilité politique n'est pas assurée du jour au lendemain dans les pays dont l'indépendance est récente. Les pays développés, de leur côté, ont connu des pressions inflationnistes et des difficultés de balance des paiements qui les ont souvent empêchés d'augmenter leur contribution au développement des autres pays, tandis qu'un certain désenchantement pour l'aide à l'étranger se manifestait parmi les hommes politiques et le public en raison de la lenteur des progrès.

2. Cette situation ne doit pas cependant masquer les progrès qui ont été enregistrés. Le produit national a augmenté dans les pays pauvres comme dans les pays riches à un taux sans précédent bien que l'augmentation par habitant ait été beaucoup plus faible dans les pays en voie de développement à cause de leur évolution démographique. Le transfert net de ressources aux pays en voie de développement a atteint un volume record en 1965 bien que l'aide publique ait cessé d'augmenter; la délégation des Etats-Unis considère que les investissements privés sont généralement la forme la plus efficace d'aide en capital, tout en reconnaissant que, dans bien des cas, l'aide publique est plus efficace.

3. Un indicateur de l'efficacité des efforts entrepris par la communauté internationale est la mesure dans laquelle les organismes des Nations Unies ont appliqué les recommandations relatives aux changements institutionnels nécessaires. L'année écoulée a été témoin de nombreux changements qui montrent que l'Organisation a réalisé de réels progrès dans ce domaine.

4. La fusion du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial est devenue une réalité. Le Conseil d'administration du Programme des

Nations Unies pour le développement (PNUD) a orienté l'action de ses deux éléments d'une façon plus efficace que ses plus ardents partisans ne croyaient possible au départ, et le Programme semble sur le chemin de devenir le plus sûr instrument des activités d'assistance technique et de préinvestissement des organismes des Nations Unies. Certaines améliorations sont encore nécessaires: il conviendrait de simplifier la procédure de présentation des projets, de renforcer le rôle des représentants résidents et de faire en sorte que le Programme réponde mieux aux besoins et aux désirs des pays bénéficiaires. M. Roosevelt est autorisé à annoncer au nom de son gouvernement une contribution de 70 millions de dollars pour le Programme en 1967, sous réserve de la condition habituelle que la contribution des Etats-Unis ne dépasse pas 40 p. 100 du montant total des contributions, y compris le montant fixé et vérifié des dépenses locales, et que son gouvernement aura le droit de décider ultérieurement qu'une somme pouvant aller jusqu'à 2 millions de dollars prélevée sur ce montant sera consacrée aux services industriels spéciaux décrits aux paragraphes 9 et 10 du document A/6070^{1/}, et le renforcement des activités d'industrialisation mentionnées dans la résolution 2089 (XX) de l'Assemblée générale. La délégation des Etats-Unis espère que le nouvel objectif pour les contributions au PNUD sera atteint dans un proche avenir et elle prendra part, comme il lui revient, aux efforts à cette fin.

5. L'année écoulée a été également marquée par le succès des négociations qui ont abouti à la création de l'ONUDI et mis ainsi fin à l'impasse dans laquelle on se trouvait depuis un certain nombre d'années. Il ne reste plus qu'à voir l'Assemblée adopter le projet de résolution sur le but et les fonctions de la nouvelle organisation. Celle-ci est assurée des ressources volontaires nécessaires pour ses activités car elle aura plein accès aux moyens du PNUD; en outre, un certain nombre de gouvernements et notamment les Etats-Unis ont prévu, dans leurs contributions, des fonds qui seront administrés conjointement par l'ONUDI et le PNUD pour assurer des services industriels supplémentaires.

6. La situation alimentaire de plus en plus grave dans le monde a conduit à maintenir le Programme alimentaire mondial pour une période indéfinie. Un programme d'études sur l'assistance alimentaire multilatérale a été arrêté qui entraînera peut-être le versement de contributions plus suivies. Les Etats-Unis se sont engagés à verser une contribution suffisamment importante pour que l'objectif des 275 millions de dollars soit atteint si les annonces de

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 40 de l'ordre du jour.

contributions de l'ensemble des autres pays sont égales à la leur. Ils envisagent maintenant de reviser leur annonce de contribution pour aider à atteindre l'objectif dont on ne s'est malheureusement pas rapproché.

7. Le Conseil économique et social avance de façon satisfaisante dans la réévaluation de son rôle et de ses fonctions; il a pris des mesures pour assurer un meilleur contrôle intergouvernemental des programmes économiques et sociaux et a amélioré la coordination des activités des organismes des Nations Unies. Le Comité du programme et de la coordination permet d'aborder de façon concertée les problèmes des pays en voie de développement et s'attache à rechercher les lacunes du programme et à assurer la coordination nécessaire pour les combler. Les réunions qu'il tiendra de concert avec le Comité administratif de coordination devraient s'avérer utiles à cet égard. Le Plan d'action mondial proposé par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, que le Conseil soumettra à un examen approfondi lorsqu'il recevra un nouveau rapport du Comité, et le programme élaboré par le Comité de la planification du développement sont d'autres exemples des activités que déploie le Conseil pour aider les pays en voie de développement.

8. L'importante résolution 1183 (XLI) du Conseil économique et social relative au courant des ressources marque une étape importante dans le domaine des finances. Le Gouvernement des Etats-Unis contribuera au renouvellement des ressources de l'Association internationale de développement, étant entendu que les autres pays en feront autant et que l'on mettra au point des arrangements satisfaisants pour éviter des problèmes de balance des paiements. Il a également participé aux négociations visant à améliorer les arrangements monétaires internationaux et a approuvé la décision en vertu de laquelle le Fonds monétaire international (FMI) et le Groupe des 10 pays qui participent aux Accords généraux d'emprunt procéderont ensemble à de nouvelles discussions sur la création et la répartition de nouveaux avoirs de réserve. La récente libéralisation des mesures de financement compensatoires du Fonds aidera beaucoup les pays en voie de développement à pallier les effets des fluctuations des prix des produits de base.

9. Tout ce qui précède montre que la coopération internationale a produit d'importants résultats au cours de l'année écoulée. Un grave problème subsiste, celui du cacao, mais la délégation des Etats-Unis espère que la bonne volonté de tous les gouvernements intéressés permettra la prochaine reprise des négociations en vue d'un accord international sur le cacao et leur heureuse conclusion.

10. La délégation des Etats-Unis a répété à maintes reprises son attachement au principe de la souveraineté permanente des nations sur leurs ressources naturelles; elle soutient toutefois que la souveraineté suppose le libre choix des méthodes par lesquelles ces ressources seront mises en valeur. Il est évident qu'il y a des divergences d'opinions parmi les Etats Membres sur la question de savoir s'il vaut mieux qu'elles le soient par l'entreprise privée ou par l'Etat, mais c'est aux pays en voie de développement eux-mêmes qu'il appartient de décider du choix de l'une

ou l'autre méthode, ou d'une combinaison des deux. La délégation des Etats-Unis estime que la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale devrait être suffisante mais elle est disposée à examiner certaines questions qui n'y sont pas traitées si d'autres délégations le jugent nécessaire.

11. Les futurs efforts pour faire face au manque de ressources dans le monde devront se concentrer sur une meilleure utilisation des ressources de la mer tant alimentaires que minérales. L'Assemblée générale devrait encourager la coopération internationale pour l'exploitation de ces ressources en faisant sienne la résolution 1112 (XI) du Conseil économique et social et en priant le Secrétaire général d'entreprendre une étude détaillée des activités de coopération existantes concernant les sciences et techniques de la mer en vue d'élaborer de nouvelles propositions à soumettre à l'examen du Conseil et de l'Assemblée.

12. La délégation des Etats-Unis avait espéré ne pas avoir à discuter la situation au Viet-Nam à la Deuxième Commission; la constante répétition d'inexactitudes historiques la contraignent cependant à réfuter les accusations sans fondement à l'intention de ceux qui cherchent sincèrement une solution à ce malheureux conflit, qui a naturellement des répercussions économiques pour les autres pays comme pour le sien.

13. M. Roosevelt rejette l'accusation selon laquelle les forces des Etats-Unis au Viet-Nam seraient coupables d'agression et de violation des accords de Genève. Les obligations acceptées par le Viet-Nam du Nord aux termes de l'Accord de 1954 sur la cessation des hostilités n'ont pas été respectées: les forces de ce pays n'ont pas été regroupées au nord du 17ème parallèle et la promesse de retirer toutes les forces du Laos n'a pas été tenue. En réalité, le gouvernement d'Hanoi a ouvertement appuyé une organisation dont la mission avouée est de fomenter la révolution au Viet-Nam du Sud, a constamment envoyé des fournitures et du matériel pour cette mission au Viet-Nam du Sud, a armé, instruit et équipé 30 000 hommes pour des opérations hostiles dans ce pays et a infiltré quelque 26 000 hommes au Viet-Nam du Sud. Le nombre des unités régulières de l'armée du Viet-Nam du Nord dans le Sud dépasse actuellement 17 régiments. En outre, en 1966, les forces du Viet-Nam du Nord ont commencé à utiliser la zone démilitarisée, en violation des accords de Genève, comme voie de pénétration dans la partie septentrionale du Viet-Nam du Sud. La Commission internationale de surveillance et de contrôle avait confirmé en 1962 que du personnel non armé, des armes, des munitions et d'autres fournitures avaient été acheminés à partir du Viet-Nam du Nord pour appuyer des actions hostiles ou y participer contre les forces armées et l'administration du Viet-Nam du Sud en vue de renverser cette administration. En 1965, une équipe d'enquête de la Commission internationale de surveillance et de contrôle au Laos a confirmé la persistance de la présence de troupes des forces armées du Viet-Nam du Nord, et la déclaration du représentant du Laos à la Première Commission (1395ème séance), lors de la vingtième session, en a fourni une nouvelle preuve.

14. Ces violations répétées de l'esprit et de la lettre des accords de Genève ont amené le Gouvernement des Etats-Unis et d'autres gouvernements à répondre favorablement aux demandes d'assistance militaire défensive formulées par la République du Viet-Nam. C'est seulement en 1965, alors que l'infiltration d'éléments du Viet-Nam du Nord se poursuivait depuis six ans, que les forces militaires des Etats-Unis ont commencé à engager des opérations militaires et à aider à établir des bases pour ces opérations. Ces mesures ont été prises dans la conviction que les Etats-Unis avaient l'obligation morale et légale de protéger les droits à la libre détermination et le principe de la non-ingérence dans les affaires d'autrui. Le droit des peuples du Viet-Nam du Nord et du Viet-Nam du Sud de décider de leur sort est pleinement reconnu par le Gouvernement des Etats-Unis.

15. L'important pour le moment n'est pas de savoir qui est à condamner, mais d'obtenir que toutes les parties intéressées reconnaissent qu'il leur appartient de mettre en place les moyens d'amener un arrêt des hostilités et de jeter les bases d'une paix honorable. Tous les gouvernements et tous les peuples semblent avoir au moins une opinion en commun: il est essentiel que les principes des accords de Genève soient réaffirmés et respectés. On a demandé aux Etats-Unis de faire le premier pas en décidant l'arrêt unilatéral des bombardements du Viet-Nam du Nord, mais il n'y est pas encouragé par l'expérience de sa précédente suspension des bombardements, lorsque la seule réponse à son initiative de paix a été la continuation des infiltrations d'hommes et de matériel et la continuation des actes de violence au Viet-Nam du Sud. Les Etats-Unis, comme ses représentants l'ont répété à maintes reprises, sont prêts à faire le premier pas pourvu qu'ils aient l'assurance que des mesures correspondantes seront rapidement prises pour réduire et mettre fin aux activités militaires contre le Viet-Nam du Sud. Il reconnaît que si tous les pays ont la responsabilité de chercher une solution pacifique au conflit, la responsabilité principale incombe à ceux qui sont engagés. Néanmoins rien ne semble indiquer que l'autre partie ait fait des propositions qui permettraient au peuple du Viet-Nam du Sud de choisir son sort, quel qu'il soit, sans aucune coercition. Il serait utile et instructif que toutes les nations rendent compte des mesures ou initiatives prises ou encouragées par leur gouvernement pour favoriser la paix au Viet-Nam.

16. Aucun homme d'Etat sérieux ne peut plus considérer que des efforts pour assurer la paix peuvent être interprétés par l'adversaire comme le signe d'une détermination affaiblie. M. Roosevelt espère que toutes les capitales du monde manifesteront leur volonté de préserver l'humanité et la civilisation et de permettre aux intéressés de rechercher des solutions aux injustices et aux inégalités dont se préoccupe la Commission.

17. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), exerçant son droit de réponse, regrette que le représentant des Etats-Unis ait pris la parole à la Deuxième Commission pour exposer la version américaine de la chronologie des événements survenus au Viet-Nam, au lieu de présenter la position de son

gouvernement en ce qui concerne les questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission, par exemple la façon dont les Etats-Unis appliquent ou se proposent d'appliquer les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD).

18. Le représentant des Etats-Unis a cru devoir consacrer une grande partie de sa déclaration à tenter de décliner toute responsabilité pour la guerre d'agression que les Etats-Unis livrent au Viet-Nam et à en rejeter le blâme sur une autre partie, en donnant à croire que c'est la République démocratique du Viet-Nam, et non les Etats-Unis, qui a violé les accords de Genève et est quasiment l'agresseur.

19. La délégation soviétique estime de son devoir de réfuter ces assertions, cette déformation grossière de la vérité historique et cette diffamation de la République démocratique du Viet-Nam. Il est notoire qu'il n'y a d'autres troupes au Viet-Nam que celles des Etats-Unis et de leurs alliés.

20. Chacun sait que l'intervention flagrante des Etats-Unis dans les affaires intérieures du Viet-Nam fait partie de la politique générale adoptée actuellement par Washington, politique qui vise à éliminer toute tendance vers la liberté et l'indépendance véritable lorsqu'elle n'est pas du goût des milieux dirigeants américains. L'agression au Viet-Nam s'inscrit dans le cadre de la croisade entreprise par ces milieux contre le mouvement de libération nationale et constitue une tentative de renverser le cours de l'histoire et de maintenir le peuple de ce pays d'Asie sous le joug de l'esclavage néo-colonialiste.

21. Les peuples du monde s'effraient de voir que les Etats-Unis cherchent à se donner le rôle d'un juge statuant sur la destinée des nations, décrétant selon son bon plaisir le système de gouvernement que les populations d'autres pays devraient adopter et décidant s'il convient ou non que le peuple d'un pays se mette en guerre pour assurer sa libération nationale, effectuer des réformes sociales ou renverser un régime de fantoches. Les déclarations officielles du Secrétaire d'Etat et du général Taylor sont la preuve évidente que les Etats-Unis maintiennent au pouvoir le régime réactionnaire du Viet-Nam du Sud principalement pour écraser le mouvement de libération nationale. Ceux qui, tels que les sénateurs Fulbright et Church, s'opposent à la politique en vertu de laquelle les Etats-Unis s'instituent les juges des destinées du peuple, ont établi un parallèle entre ces procédés et ceux auxquels les grands empires avaient autrefois recours, et ils ont souligné qu'en Asie du Sud-Est, comme dans la République Dominicaine, c'était une erreur que de vouloir empêcher la révolution populaire, qui est le seul moyen dont dispose le peuple pour mettre fin à l'oppression étrangère ou interne et pour laquelle un peuple est évidemment prêt à combattre jusqu'à la victoire finale.

22. L'Union soviétique s'oppose à l'exportation tant de la révolution que de la contre-révolution. Les Etats-Unis, cependant, tout en ayant souscrit à la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté [résolution

2131 (XX)], interviennent activement dans ce que le regretté président Kennedy avait qualifié de guerre civile; l'argument selon lequel la lutte pour la libération est menée au Viet-Nam du Sud par des éléments extérieurs se trouve efficacement discrédité par de nombreux journalistes des Etats-Unis, en particulier, qui admettent qu'une forte proportion des soldats du Vietcong sont nés et ont grandi au Viet-Nam du Sud. De plus, si l'on qualifie cette lutte d'agression, il faut étendre cette définition aux mouvements qui ont abouti à l'indépendance de presque tous les pays d'Amérique latine et à celle des Etats-Unis eux-mêmes.

23. Le représentant des Etats-Unis a souligné que son pays n'avait aucun intérêt personnel au Viet-Nam du Sud. Cependant, cette assertion est démentie par les renseignements officiels concernant l'économie des Etats-Unis. L'action militaire au Viet-Nam absorbe la capacité excédentaire de production, et le redoublement de la guerre en 1965 a entraîné une expansion des industries de défense grâce à laquelle les bénéfices des sociétés ont augmenté de 20 p. 100.

24. La solution du conflit est à la fois évidente et simple: il serait de l'intérêt de la paix universelle que les Etats-Unis se conforment strictement aux accords de Genève sur l'Indochine, qu'ils mettent inconditionnellement et irrévocablement fin au bombardement du territoire de la République démocratique du Viet-Nam, qu'ils cessent d'intervenir militairement dans le Viet-Nam du Sud, qu'ils retirent leurs troupes et celles de leurs satellites, qu'ils démantèlent leurs bases militaires dans cette région, qu'ils reconnaissent le Front national de libération comme seul représentant véritable du peuple du Viet-Nam du Sud et qu'ils laissent au peuple vietnamien le soin de s'occuper lui-même de ses affaires intérieures. Le monde attend des Etats-Unis qu'ils répondent non seulement par des paroles mais par des actes concrets.

25. M. NENEMAN (Pologne), exerçant son droit de réponse, dit que l'orateur qui l'a précédé a traité comme il convenait de l'aspect politique et de l'aspect moral du conflit du Viet-Nam, que sa propre délégation a laissé de côté dans sa déclaration générale pour souligner les effets dévastateurs de l'agression des Etats-Unis sur les modestes ressources agricoles et économiques d'un petit pays. Il fait cependant remarquer que la déclaration du représentant des Etats-Unis ne mentionnait en rien les droits légitimes du peuple du Viet-Nam à l'unité et à l'indépendance.

26. Le représentant des Etats-Unis a cité des passages du prétendu rapport de la Commission internationale de surveillance et de contrôle mais ces citations sont fallacieuses car le document en question ne porte pas la signature de tous les membres de la Commission et ne peut donc, aux termes des accords de Genève, être considéré comme un rapport de la Commission.

27. Les nouvelles initiatives des Etats-Unis en faveur de la paix doivent être considérées avec prudence car chacune de ces initiatives est en général suivie d'une action militaire accrue. Cette tendance a d'ailleurs fait l'objet, dans un journal des Etats-Unis qui fait autorité, d'un éditorial dont l'auteur a fait remarquer l'inutilité de faire des ouvertures de paix auprès

d'Hanoi tout en poursuivant en même temps les hostilités au Viet-Nam du Sud. La comparaison entre les actes du Gouvernement des Etats-Unis et les déclarations de ses représentants est instructive.

28. M. PEREZ LOPEZ (Mexique) constate que les résultats attendus de la première moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement n'ont pas été obtenus. C'est là le fait économique le plus significatif que la Commission ait à examiner. Malgré les efforts déployés, tant par les pays industrialisés que par les organismes des Nations Unies, les pays en voie de développement sont encore très en retard par rapport aux pays développés. La production agricole y augmente à un taux sensiblement plus bas que celui de l'accroissement démographique. Par ailleurs, ces pays ont besoin d'accroître leurs ressources en devises afin de financer leurs importations de biens de capital.

29. Bien que le montant des capitaux étrangers obtenus par le Mexique ait augmenté depuis 1950, le courant des capitaux des pays développés vers les pays en voie de développement commence dans l'ensemble à se stabiliser. Les pays en voie de développement comprennent certes les difficultés que certains pays développés éprouvent en ce qui concerne leur balance des paiements mais ces pays ne devraient pas permettre à ces difficultés de restreindre le courant des ressources destinées aux pays plus pauvres. Le problème du financement extérieur a fait l'objet d'une étude approfondie au cours des dernières années, et cette analyse aboutit inévitablement à la conclusion décourageante que la capacité d'importation des pays en voie de développement dépend maintenant entièrement de leurs recettes d'exportation. Du fait des liens étroits qui existent entre l'importation de biens d'équipement et le développement économique, les pays en voie de développement n'ont pu, au cours des cinq dernières années, réduire leur déficit commercial qu'au prix d'une contraction de leur croissance.

30. C'est la situation qui s'est créée dans l'ensemble de l'Amérique latine. La part de cette région dans les échanges mondiaux a diminué et le taux d'accroissement de son produit national brut par habitant est tombé de 3 p. 100, au cours des années qui ont suivi la guerre, à 1,6 p. 100, au cours des dernières années. Pour remédier à cette situation, plusieurs pays de l'Amérique latine, y compris le Mexique, ont entrepris la création d'un marché commun régional. Le Mexique se félicite que les problèmes de l'intégration régionale doivent être étudiés par l'ONUDI. Il se félicite également que le Conseil économique et social ait recommandé, dans la résolution 1183 (XLI), une étude des facteurs économiques qui affectent l'aptitude des pays développés à transférer le maximum de ressources financières aux pays en voie de développement. De toute manière, le volume de l'assistance financière fournie aux pays en voie de développement est insuffisant et, si cette tendance se poursuit, le développement économique de ces pays sera gravement retardé.

31. La situation du commerce n'est pas plus encourageante. Malgré les principes et recommandations adoptés lors de la première session de l'UNCTAD, les pays industrialisés n'ont apporté à leurs politiques aucune modification substantielle en vue de permettre

aux pays en voie de développement d'accroître leurs recettes en devises grâce à l'expansion de leur commerce. Le rapport du Secrétaire général de l'UNCTAD^{2/} illustre clairement les difficultés auxquelles se heurtent les pays en voie de développement du fait que les pays développés n'ont pas mis en œuvre les décisions de la Conférence. Malgré la recommandation préconisant l'octroi de préférences générales et non discriminatoires aux pays en voie de développement, par exemple, les pays développés ont intensifié les préférences régionales, tendance qui a été suivie par d'autres pays. C'est ainsi que les cinq pays d'Amérique latine qui ont récemment signé la Déclaration de Bogota (voir A/6410) ont déclaré qu'ils examineraient s'il était souhaitable, jusqu'à ce que soit appliqué un système général de préférences, d'établir un régime préférentiel spécial dans l'hémisphère américain.

32. Les pays en voie de développement ont fait un effort énorme pour intensifier leur développement économique et mobiliser leurs propres ressources mais, dans la plupart des cas, cet effort a été limité par l'insuffisance de l'aide extérieure. A l'échelon national, la planification économique est essentielle pour définir et préciser les objectifs économiques et sociaux, pour améliorer l'équilibre entre les principaux secteurs et pour apporter à l'infrastructure les transformations qui s'imposent. Malheureusement, la plupart des pays en voie de développement n'ont pu atteindre que le stade de la planification; les moyens d'exécution leur font défaut. Néanmoins, il convient de résoudre les problèmes de la planification, quelles que soient les difficultés qui se posent, et le Mexique attribue à cet égard une grande importance à la création du Comité de la planification du développement.

33. Il ne manque pas de résolutions définissant les problèmes et énonçant les principes de leur solution. Ce qui est indispensable, c'est la volonté d'appliquer ces principes dans la réalité quotidienne des politiques nationales. Il est hors de doute que les pays développés sont de beaucoup les mieux placés pour faire les ajustements nécessaires sans qu'il soit besoin de réciprocité. La plupart d'entre eux pourraient prendre les mesures qui leur ont été demandées sans nuire à leur économie.

34. M. M'BAYE (Guinée) dit qu'en dépit d'indices encourageants, comme l'élargissement de la composition du Conseil économique et social, la création de l'UNCTAD, la fusion du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial ou la création de l'ONUDI, la situation dégradante des économies des pays en voie de développement accuse en fait un recul. On est en droit de se demander si cette transformation structurelle des institutions des Nations Unies coïncide réellement avec une volonté de la communauté internationale d'apporter des changements radicaux dans les structures de l'économie mondiale ou si elle a pour objet d'apaiser les pays en voie de développement dont les pressions se font de plus en plus fortes.

35. Quoi qu'il en soit, la délégation guinéenne ne peut que constater l'existence d'un décalage profond entre les décisions audacieuses adoptées dans les

divers organes des Nations Unies et la triste réalité qu'affrontent les pays en voie de développement. Toutes les données statistiques dont on dispose montrent le degré de stagnation de leurs économies au cours des dernières années. Ils importent moins de capitaux de l'étranger; la charge du service de leur dette s'alourdit et leurs programmes de développement en sont retardés; les prix de leurs produits primaires ne cessent de baisser. La délégation guinéenne espère que les efforts actuellement déployés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement aboutiront à la stabilisation et à la revalorisation des prix des produits primaires, que viendra garantir un système de financement compensatoire.

36. Certes, l'assistance bilatérale et multilatérale est nécessaire à l'accélération de la croissance économique des pays en voie de développement, mais le facteur déterminant demeure la mobilisation optimale des ressources internes. Cela présuppose un contrôle effectif sur tous les secteurs de la vie économique, contrôle du reste exercé en République de Guinée, depuis son accession à l'indépendance. La Guinée a opté pour une voie non capitaliste du développement qui, par ailleurs, laisse la porte ouverte aux investissements de capitaux privés, dont la sécurité est parfaitement garantie par le code des investissements. L'un des objectifs fondamentaux de la Guinée est d'asseoir les bases saines et solides d'une économie indépendante. Pour atteindre cet objectif, la Guinée a pris pour politique de compter d'abord sur elle-même. Elle a mis en pratique un plan agricole dont l'objet est d'élever le niveau de vie des masses paysannes, qui représentent 80 p. 100 de la population. En fait, la Guinée est en train d'opérer une véritable révolution agricole. Elle a lancé en même temps un plan septennal conçu pour jeter les bases industrielles du pays par l'exploitation de ses immenses ressources naturelles.

37. Convaincue que l'industrialisation constitue une des solutions clefs du problème du sous-développement, la Guinée a participé activement à la création de l'ONUDI; elle exprime l'espoir que cette nouvelle institution jouera un rôle central pour accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement. Pour pouvoir jouer ce rôle, l'ONUDI devra disposer des ressources financières nécessaires et coordonner ses activités de façon adéquate avec tous les autres organismes des Nations Unies.

38. En ce qui concerne l'UNCTAD, les deux premières années de son existence ont été décevantes. Elle n'a pas encore réussi à traduire dans les faits les décisions prises lors de sa première session. La prochaine réunion de l'UNCTAD devrait transcender la phase des débats académiques pour s'engager dans le domaine concret des négociations. Les pays en voie de développement devraient d'abord procéder entre eux à une planification de leurs besoins les plus urgents et se présenter à la Conférence avec des ordres de priorité nettement définis. Les négociations avec les pays développés devraient aboutir à la conclusion d'accords internationaux. Bien entendu, avant que de tels accords puissent être conclus, il faut que se manifeste la volonté politique nécessaire.

^{2/} Document TD/B/82 et Add.1 à 4.

39. Pour terminer, la délégation guinéenne indique qu'elle donnera son appui à tout projet de résolution recommandant la création du fonds d'équipement des Nations Unies. La fusion du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial constitue une étape importante dans cette direction.

40. M. BRADLEY (Argentine) estime que la date fixée en principe pour la deuxième session de l'UNCTAD est extrêmement malencontreuse. Elle coïncide avec la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, avec les réunions annuelles du FMI et de la Banque, ainsi qu'avec la reprise de la session d'été du Conseil économique et social. Après mûre considération de tous les facteurs qui entrent en jeu, il conviendrait de fixer une nouvelle date de manière que le Conseil du commerce et du développement et ses commissions aient plus de temps pour préparer la Conférence, en particulier les points à inscrire à son ordre du jour. La première session de l'UNCTAD a fait plus qu'il n'en faut en matière de principes généraux et de conclusions d'arrangements organisationnels. En revenir aux principes et aux recommandations ne pourrait conduire qu'à la frustration. La Conférence doit chercher à résoudre un petit nombre de problèmes spécifiques dont l'expérience a prouvé l'extrême urgence. Faute de le faire, elle deviendra la scène de débats académiques et de vaines arguties politiques.

41. Pour l'Argentine, les problèmes que comportent la production de produits alimentaires et leur commercialisation sont d'une importance vitale. En cette matière, l'Assemblée générale a donné suite à l'initiative de la délégation argentine en adoptant la résolution 2096 (XX). M. Bradley est certain que les conclusions des études recommandées dans cette résolution permettront de résoudre le terrible problème de la faim auquel font face les deux tiers de la population mondiale. Il importe de formuler une série de mesures de base, leur application n'exigeant qu'un témoignage de volonté politique de la part de certains pays. Une méthode consiste à augmenter la production agricole dans les pays en voie de développement par la fourniture d'une assistance technique suffisante et par l'investissement de capitaux importants. Une autre méthode d'égale importance consiste à utiliser au maximum la capacité de production des pays situés dans la zone tempérée. Toutefois, pour ce faire, il faut que la production alimentaire soit stimulée et que la politique protectionniste et antiéconomique de certains pays soit abandonnée. Là encore, les moyens de financement représentent le problème majeur. Les projets importants de réforme agraire sont onéreux, de longue haleine et sans attrait pour les investisseurs privés. Le PNUD, auquel le Gouvernement argentin attache une grande importance, pourrait combler cette lacune.

42. La délégation argentine a toujours été assez perplexe en présence du point intitulé "Souveraineté permanente sur les ressources naturelles". A son avis, la souveraineté doit toujours être permanente et les ressources naturelles doivent toujours rester en possession de l'Etat tant qu'il existe. Quant à la façon dont les ressources naturelles sont utilisées, il s'agit d'une question qui relève exclusivement du gouvernement et des citoyens du pays en question. La participation du capital privé étranger est matière à

conclusion d'accords bilatéraux après négociations entre les parties intéressées. La législation de chaque pays et les accords spéciaux ainsi intervenus doivent fournir les garanties de sécurité mutuelle qui conviennent dans chaque cas.

43. L'Argentine a pris une part active aux discussions qui ont conduit à la création de l'ONUDI. Le projet de résolution fondé sur le compromis auquel a abouti le Comité spécial concernant l'ONUDI (voir A/6229, par. 11) représente un document bien conçu qui doit permettre à la nouvelle organisation de s'acquitter pleinement de ses responsabilités. Tout changement qu'on voudrait maintenant apporter à ce texte ne pourrait que l'affaiblir. Tout en appréciant la générosité des pays qui ont offert d'établir le siège de l'ONUDI dans leur propre capitale, la délégation argentine estime qu'il serait fort peu judicieux de l'installer ailleurs que dans les centres actuellement occupés par les organismes des Nations Unies.

44. M. KARIM (Afghanistan) dit que la situation au cours de la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement est loin d'être satisfaisante. Les objectifs fixés pour la Décennie ne sont pas près d'être atteints. Les pays développés voient leur économie prospérer alors que celle des pays en voie de développement demeure dans un état voisin de la stagnation. L'écart entre pays riches et pays pauvres ne fait que s'accroître. Les pays en voie de développement font de leur mieux pour élever leur niveau de vie, mais le succès de la Décennie dépend pour une large part d'une assistance et d'une coopération internationale accrues.

45. Il est essentiel d'accélérer le courant des capitaux et de l'assistance technique à destination des pays en voie de développement. Pour que ces pays puissent s'industrialiser, il faut qu'ils disposent de capitaux et de personnel qualifié. Bien que le courant des capitaux et les réinvestissements aient augmenté au cours des dernières années, la répartition de ces ressources demeure inégale, les pays à revenu par habitant le plus faible recevant parfois moins d'assistance que les pays à revenu par habitant plus élevé. L'aide étrangère est encore insuffisante et les conditions dont elle s'assortit ne donnent pas satisfaction. La charge du service de la dette pèse toujours plus lourdement sur certains pays en voie de développement. La création d'un fonds d'équipement des Nations Unies contribuerait pour beaucoup à porter remède à ces problèmes.

46. L'Afghanistan apprécie à sa juste valeur l'aide qu'il reçoit du PNUD et de certains pays amis. Ses problèmes n'en demeurent pas moins considérables, et l'assistance dont il bénéficie reste encore marginale. Il est un moyen d'assurer le progrès régulier des pays en voie de développement, et c'est d'améliorer les termes de l'échange. L'UNCTAD a parfaitement mis en lumière les obstacles qui s'opposent à la stabilisation des prix des produits primaires et à l'accroissement des exportations des pays en voie de développement. Malheureusement, il n'a pas été donné suite aux recommandations de la Conférence. Malgré les appels et les recommandations adressés aux pays développés, ceux-ci continuent à protéger leurs marchés contre toute augmentation des importations en provenance des pays en voie de développement.

Il faut prendre des mesures pour remédier à cette situation. La voie qui conduit à la normalisation des échanges commerciaux n'est pas aisée, mais la délégation afghane est convaincue qu'avec de la bonne volonté et de la compréhension, il serait possible de trouver des formules pratiques qui soient à l'avantage de tous les pays.

47. La délégation afghane espère sincèrement que, avant la deuxième session de la Conférence, les Etats Membres s'efforceront de mettre en pratique les recommandations de l'UNCTAD. La Conférence ne pourra réellement porter ses fruits que lorsque les dispositions de sa première session auront été appliquées ou que des accords auront été conclus en vue de les appliquer un jour.

48. Pour conclure, la délégation afghane se réjouit de la création de l'ONUDI et espère que cette organisation renforcera les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine industriel.

49. M. HADJIMILTIS (Chypre) dit que la Décennie des Nations Unies pour le développement est le point culminant de la lutte de l'homme contre la misère, la famine et la maladie. Une nouvelle conception de la liberté s'est fait jour, à savoir la conviction qu'on ne peut pas accéder réellement à l'indépendance politique sans progrès économique ni stabilité financière. Avec la disparition progressive du colonialisme, des méthodes plus subtiles d'exploitation et d'oppression économique apparaissent, et les pays en voie de développement n'ont pas encore obtenu une part équitable des ressources nécessaires à la mise en œuvre d'un programme global de développement économique et industriel. Les besoins de ces pays dans leur lutte contre la misère sont énormes: il faut qu'ils obtiennent des capitaux d'investissement, qu'ils utilisent leurs ressources nationales, qu'ils étendent et stabilisent leurs échanges commerciaux, qu'ils diversifient leur économie et qu'ils intègrent leurs activités économiques dans le cadre d'une coordination régionale et internationale. En outre, il faut qu'ils suppriment aussi vite que possible tout ce qui fait obstacle à la croissance économique, comme par exemple, l'inégalité de répartition des revenus et la rapide augmentation de la population.

50. La gratitude et l'appréciation que manifestent les pays qui ont bénéficié de toute la gamme des activités économiques de l'Organisation des Nations Unies est une preuve des réalisations vraiment impressionnantes de l'Organisation. Il faut consolider ce succès par de nouveaux efforts, notamment par la création de l'ONUDI qui sera d'une importance capitale. Il faut espérer que ces efforts seront réalistes et équilibrés et que l'on évitera les erreurs commises par le passé.

51. L'économie chypriote a considérablement progressé en 1965. On a enregistré des améliorations substantielles dans tous les secteurs. Le produit national brut a augmenté d'environ 20 p. 100 par rapport à 1964. La production agricole et les exportations ont atteint des chiffres record, la production minière a augmenté de façon marquée, et l'industrie touristique s'est bien remise du fléchissement qu'elle avait connu en raison des troubles politiques des années précédentes. La situation de la balance des

paiements est favorable. Il y a eu une amélioration marquée dans le domaine de l'emploi et l'expansion générale de l'activité économique a suscité l'optimisme. La situation est d'autant plus satisfaisante que le Gouvernement chypriote a dû faire face, comme on le sait, à des pressions et à des difficultés.

52. La délégation chypriote poursuivra ses efforts tant dans l'intérêt du peuple chypriote que dans celui de la coopération économique internationale.

53. M. PARDO (Malte) dit qu'il y a un lien évident, reconnu dans l'Article 55 de la Charte des Nations Unies, entre l'objectif du maintien de la paix et de la sécurité internationales et celui de la réalisation d'une coopération internationale en vue de la solution des problèmes économiques, sociaux, culturels et humanitaires. L'absence de progrès dans le premier domaine n'a pas renforcé la foi des petits pays dans l'ONU et l'on peut douter que les réalisations de l'Organisation soient sensiblement meilleures dans le deuxième domaine.

54. La stagnation de l'aide internationale, malgré l'augmentation du revenu par habitant dans les pays développés, ne peut être surmontée que si l'on définit et aborde intelligemment ses causes. De l'avis de la délégation maltaise, ces causes résident surtout dans les moyens financiers toujours plus considérables que les pays développés consacrent aux armements et à leurs propres programmes économiques et sociaux. La Deuxième Commission ne peut pas faire grand-chose pour réduire les dépenses d'armements dans le monde, bien que les études et les résolutions pourraient avoir plus d'effets si elles portaient sur les incidences de ces dépenses, plutôt que sur les conséquences économiques et sociales du désarmement.

55. Le fait que les pays développés sont devenus plus conscients de la nécessité de promouvoir le développement économique et social dans le monde a aussi tendu à les encourager à élargir leurs propres programmes dans les domaines de la santé, de l'instruction et du bien-être. Ainsi, des ressources qui auraient pu être investies dans les pays en voie de développement ont été dirigées vers des régions touchées par une crise ou retardataires dans le pays donateur même. Il est très possible que ce processus s'accélère, vu que les programmes de développement tendent à s'amplifier, et, s'il faut se féliciter de ce que les gouvernements fassent preuve d'une plus grande conscience sociale, il y a peu d'espoir dans l'avenir immédiat que le courant de capitaux vers les pays en voie de développement s'intensifie.

56. L'ONU n'a pas eu plus de succès en ce qui concerne les conseils pratiques fournis aux gouvernements pour aider ceux-ci à résoudre leurs graves et urgents problèmes. Ainsi, par ses résolutions 976 (XXXVI), 1086 G (XXXIX) et 1139 (XLI), le Conseil économique et social a établi des domaines prioritaires et des directives compliquées d'action et a recommandé aux gouvernements d'affecter une proportion croissante de leurs ressources nationales à certains domaines particuliers; malheureusement, ces résolutions n'ont été que d'une aide pratique limitée pour nombre de pays, et elles n'indiquaient ni où, ni comment se procurer les ressources supplémentaires

nécessaires. De surcroît, il est presque mathématiquement impossible pour les gouvernements d'affecter simultanément des fractions croissantes de leurs ressources nationales à tous les domaines visés par ces résolutions.

57. On trouve une même confusion et une même conséquence dans les programmes de travail de l'ONU et des institutions spécialisées, qui sont trop souvent complètement dépourvus de réalisme. La Commission des questions sociales en fournit un exemple parmi tant d'autres: son programme de travail semble chevaucher dans une grande mesure ceux de nombreuses institutions spécialisées, alors que le Conseil économique et social avait recommandé à la Commission d'accorder une attention particulière à un certain nombre d'études qui n'ont apparemment aucun rapport avec ses objectifs. Bien qu'elles aient redoublé d'activité, les institutions spécialisées, elles aussi, n'établissent pas toujours des programmes de travail et des objectifs qui aident à définir et à analyser les questions vitales dans leurs domaines d'activité respectifs. Ainsi, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture n'a accordé que peu ou pas du tout d'importance aux cités universitaires, et il en a été de même de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en ce qui concerne la propagation de la résistance des bactéries aux médicaments. C'est pourquoi le Conseil doit donner des directives générales à l'ensemble des organismes des Nations Unies, en leur recommandant, le cas échéant, d'examiner en priorité les questions vitales ou de substituer aux programmes en vigueur approuvés par les institutions spécialisées d'autres programmes mieux adaptés aux ressources et aux besoins des Etats Membres.

58. A cet égard, le Conseil est gêné dans ses efforts par un volume énorme, et pourtant, paradoxalement, parfois insuffisant, de documentation, ainsi que par un ordre du jour toujours surchargé. Mais pour pouvoir limiter le nombre de documents et de questions inscrites à l'ordre du jour, il faut créer moins de programmes et les rendre moins compliqués. Il y a aussi une interaction complexe d'intérêts particuliers, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des organismes des Nations Unies, qui rend à peu près impossible l'affectation des ressources disponibles aux programmes d'importance vitale. La procédure exécutive est devenue confuse et contradictoire, ce qui a conduit à une rapide prolifération d'activités et d'organes administratifs, qu'il devient de plus en plus difficile de coordonner. A cet égard, il est significatif que le Secrétaire général ait proposé la construction au Siège d'un nouveau bâtiment, construction qui devra être financée par les Etats Membres, dont beaucoup ne peuvent se permettre pareille dépense. Les insuffisances constatées dans les décisions touchant les secteurs économique et social nuisent au prestige de l'Organisation des Nations Unies et font douter de la valeur de son œuvre économique et sociale.

59. La coopération sur le terrain est certainement la plus précieuse de toutes les activités des organismes des Nations Unies et leur principal lien avec la réalité. C'est pourquoi la délégation maltaise attache une importance toute particulière à l'assistance technique et aux activités de préinvestissement de

l'ONU. Ces activités doivent être envisagées dans le contexte général de l'aide internationale, que l'on pourrait diviser en trois grandes catégories: aide privée, aide publique et aide internationale. L'aide totale dans le monde est insuffisante, et les pays récipiendaires ne sont jamais certains des sommes totales qu'ils recevront ou du type particulier d'aide dont ils bénéficieront. Les procédures et conditions d'octroi de l'aide varient considérablement: l'aide publique est généralement liée, l'aide des institutions financières internationales impose parfois aux pays récipiendaires l'adoption de mesures qui ne sont pas toujours politiquement possibles, et l'assistance des organismes des Nations Unies n'est souvent accordée qu'à des fins très limitées. On a souvent souligné la nécessité pour les pays bénéficiaires d'utiliser de la manière la plus efficace et la plus rationnelle les ressources disponibles, mais cela est souvent très difficile à réaliser, en raison des difficultés pratiques que connaissent nombre de gouvernements. Vu l'état chaotique de l'aide économique mondiale, il est surprenant non pas qu'il y ait du gaspillage, mais qu'une part considérable de l'aide accordée ait été en fait bien utilisée.

60. Il est douteux que les organismes des Nations Unies donnent toutes indications utiles aux pays bénéficiaires en matière d'utilisation de l'aide. Ils ont entrepris nombre de programmes limités visant des besoins particuliers de peu d'importance, dont le coût est généralement très élevé par rapport au montant limité de l'aide fournie. Les programmes réguliers de l'Organisation des Nations Unies et de certaines institutions spécialisées sont également d'une portée et d'une valeur limitées. Si les activités des organismes autonomes, tels que le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Programme alimentaire mondial sont un peu plus satisfaisantes, elles sont en revanche soumises à des limitations financières, constitutionnelles et de politique.

61. La valeur du PNUD en tant que programme d'assistance hautement concentré et portant sur un grand nombre de domaines a été mise en danger par un certain nombre de faits nouveaux récents. Une part croissante des fonds du PNUD a été affectée à des activités régionales et interrégionales; il y a une tendance au sein des organes de l'ONU, et notamment du Conseil économique et social, à suggérer directement ou indirectement de réserver une partie de ces fonds à certaines activités particulières; on considère que les fonds du PNUD constituent un moyen de financer un grand nombre de projets globaux divers, ce qui réduit sérieusement les ressources disponibles pour faire face à des demandes prioritaires de pays individuels. La proposition tendant à transformer l'élément Fonds spécial du PNUD en un fonds d'équipement disperserait par trop les ressources du PNUD; c'est pourquoi il n'est pas certain que le PNUD puisse continuer à fournir une aide qui ne soit pas liée à des pays, des projets ou des buts donnés. La tâche des gouvernements n'est pas non plus facilitée par l'apparent manque d'intérêt de l'ONU pour une rationalisation de ses rouages d'aide, qui sont compliqués et deviennent toujours plus rigides.

62. En formulant ces critiques, le Gouvernement maltais n'est nullement animé d'intentions négatives

ou égoïstes: il croit sincèrement que l'Organisation des Nations Unies est indispensable au monde moderne. Mais c'est un fait que son action en vue d'atteindre ses buts tant politiques qu'économiques se fait de moins en moins efficace. Il faut remédier à cette situation, qui devient de plus en plus grave, tout d'abord en adoptant des mesures réalistes afin d'organiser les activités de l'ONU en fonction des ressources actuelles et envisagées. Il faut fixer un ordre de priorité approprié et supprimer sans pitié tous les programmes qui n'ont pas d'importance vitale. Pour pouvoir remplir cette tâche, il faut avoir des renseignements détaillés, qui font défaut jusqu'à présent, sur l'ensemble des ressources, des programmes et des activités. Cette tâche pourrait devenir en temps utile la fonction principale du Comité du programme et de la coordination. En second lieu, il faut définir les objectifs essentiels de l'Organisation sous forme d'objectifs spécifiques et pratiques. La Charte des Nations Unies et les constitutions des institutions

spécialisées ont été rédigées en termes généraux et doivent être interprétées d'une manière réaliste, en fonction des besoins et ressources actuels. En troisième lieu, il faut discuter, modifier et, le cas échéant, faire revoir périodiquement par un organe central qui ne peut être que le Conseil économique et social, les programmes d'activités élaborés par les diverses institutions spécialisées en vue d'atteindre ces objectifs particuliers. Il faut tracer de grandes lignes souples et réalistes, compte tenu non seulement des ressources et des objectifs, mais aussi des facteurs politiques qui y sont étroitement liés et qui constituent un élément majeur de la réalisation du progrès économique.

63. Ces mesures pratiques, et d'autres, permettront au Conseil d'affecter les ressources des Nations Unies à des domaines qui ont un intérêt immédiat pour les Etats Membres.

La séance est levée à 18 h 40.